

# Les Temps Modernes

16<sup>e</sup> année

REVUE MENSUELLE

n° 180 bis

*DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE*

Avril 1961

## **NUMÉRO SPÉCIAL APRÈS SAISIE**

LÉNA LECLERCQ. — Il faut détruire Carthage.

### *EXPOSÉS*

ERNEST MANDEL. — Les grèves belges : essai d'explication socio-économique.

HEINZ ABOSCH. — L'enterrement du socialisme allemand.

### *OPINIONS*

MARCEL LIEBMAN. — Les juifs devant le problème algérien.

### *TÉMOIGNAGES*

### *CHRONIQUES*

JEAN-LOUIS FERRIER. — La rétrospective Dubuffet.

GÉRARD BONNOT. — « La Nuit », d'Antonioni, et l'agonie de l'amour courtois.

CLAUDE TARARE. — Trois films, plus un, de jeunes metteurs en scène.

RENÉE SAUREL. — Exercices au grand trapèze.

JEAN THIBAudeau. — Comment c'est...

●  
FRANÇOISE MARZELLIER. —  
Une enquête sur le travail féminin.

### *ACTUALITÉS*

MARCEL PÉJU — Un procès paradoxal.

*LE COURS DES CHOSES*

Marcel Liebman.

## LES JUIFS DEVANT LE PROBLÈME ALGÉRIEN

La guerre d'Algérie, si elle n'a pas produit une typologie politique nouvelle, a au moins transformé les dimensions de celle qui existait, tout en en précisant les contours et en accusant les angles, ce dont il faudrait profiter pour parfaire les descriptions et les définitions des comportements politiques<sup>1</sup> : il y a, dans le problème algérien, une attitude « ancien combattant », une attitude « S.F.I.O. » « chrétien de gauche », « gauche non communiste », communiste (les deux dernières se confondant d'ailleurs bien souvent sur une ligne de moindre résistance), enfin, et plus originalement, une ligne « gauche engagée, activiste » dont *Les Temps Modernes* sont bien évidemment l'organe.

A côté de ces catégories dont les réactions à la guerre d'Algérie sont généralement venues accentuer plutôt que transformer les traits politiques que, classiquement, on leur attribuait, il est un type d'attitude apparaissant comme un ensemble de réactions faussées déformant l'image acceptée du groupe social et ethnique qui les assument. Il s'agit de la minorité juive dans les pays de démocratie libérale, tout spécialement en Europe occidentale.

Sans doute n'existe-t-il pas d'analyse sociologique valable de ce groupe dont l'homogénéité est au surplus beaucoup moins grande qu'il n'apparaît de l'extérieur. Cette analyse serait d'autant plus difficile que la « communauté juive » — pour reprendre l'expression à laquelle, le plus souvent, on recourt

1. Ainsi, on sait avec plus de précision et de certitude aujourd'hui ce qu'est la social-démocratie française, à quoi elle aboutit devant le colonialisme, ou toutes formes de pré-fascisme. On sait mieux à quelles fluctuations stratégiques conduisent les variations tactiques du communisme en France. Cela est vrai en ce qui concerne le parlementarisme, par exemple, ou les rapports entre le parti et les masses.

en son sein pour la désigner sinon pour la définir — n'a joui pendant très longtemps d'aucune stabilité économique, sociale, démographique. Elle a été, depuis les lendemains de la première guerre mondiale, une collectivité — d'ailleurs mal située — perpétuellement bouleversée : numériquement enrichie par des apports d'émigrés d'Europe orientale puis d'Europe centrale, décapitée par la persécution nazie, exsangue après guerre, mais se repeuplant par de nouveaux apports extérieurs et par sa croissance propre. Depuis quelques années, un certain équilibre est atteint : l'ère des grands cataclysmes est passée; les premières sédimentations livrent leurs secrets.

Il ne s'agit pas ici d'en entreprendre, ni même d'en ébaucher l'inventaire, mais seulement d'observer les réactions des Juifs occidentaux (ceux de France et de Belgique, particulièrement, mais non exclusivement) dans un cas d'espèce qui est aussi un cas-test : celui de la guerre d'Algérie.

\* \*

Pour comprendre à quel point ces réactions révèlent du judaïsme occidental une image nouvelle, il faut se rendre compte de ce que représentait son expression politique avant la guerre. Naturellement, la rigueur scientifique qui préside aujourd'hui aux analyses de sociologie électorale ne saurait même être approchée ici. Les populations juives d'Europe occidentale comportaient une proportion très élevée d'émigrés ne bénéficiant pas de la citoyenneté et échappant, dès lors qu'ils ne votaient pas, aux statistiques électorales. Depuis la guerre, l'intégration des Juifs dans la société occidentale — s'exprimant sur le plan juridique par l'acquisition de la citoyenneté — a fait des progrès rapides, mais la dispersion de l'habitat juif rend à son tour impossible toute évaluation chiffrée qui permettrait de caractériser le « vote juif ».

Est-ce à dire que l'« image politique » juive en Europe occidentale est impossible à établir? Absolument pas. Le caractère et l'orientation des institutions juives notamment, la connais-

2. Tout au plus peut-on noter qu'en Grande-Bretagne, le nombre d'élus travaillistes d'origine juive est, à la Chambre des Communes, entre 10 et 20 fois plus élevé que le nombre d'élus conservateurs. Mais toute conclusion au sujet des *electors* serait hasardeuse.

sance des audiences qui les soutiennent et les modelent mettant au contraire l'observateur de la vie juive en mesure de se faire une idée fidèle de son contenu et de sa direction politiques. Il ne fait pas de doute, dès lors, que les Juifs d'Occident — mise à part une mince couche de personnes fixées depuis plusieurs générations sur place et où dominait la bourgeoisie et même la haute-bourgeoise — se situaient politiquement à gauche. Cela se manifesterait par une proportion élevée de Juifs dans les partis socialistes et communistes, par une prolifération de petits groupes « progressistes » et, globalement, par une adhésion aux mouvements de résistance au fascisme et au racisme. Une composante antisémite de la droite explique en partie cet alignement à gauche est évident et on ne saurait sérieusement prétendre que le progressisme juif résulte seulement de même principalement, d'un attachement désincarné aux valeurs de justice, de démocratie, etc. Mais cet attachement était réel chez des hommes qui, dans leur immense majorité, avaient subi l'expérience de l'intolérance totalitaire ou réactionnaire. A quoi il faut ajouter l'existence d'un prolétariat juif relativement important, manifestant les réflexes habituels des couches populaires citadines face aux options politiques. Indéniablement, le Juif était, en Europe occidentale, un « homme de gauche ».

\* \* \*

Si les Juifs ne réagissent pas en hommes de gauche devant le problème algérien, ce n'est pas uniquement en raison des motivations spécifiquement juives que nous étudierons plus loin, mais également, bien qu'accessoirement, semble-t-il, en raison des modifications économiques de leur situation par rapport à celle d'avant la guerre. Ils ont largement profité de la stabilisation et de l'expansion de l'économie capitaliste, de dynamisme leur permettant de mettre à profit les possibilités ouvertes au commerce et à l'industrie. Bien entendu, cette prospérité se traduit par un embourgeoisement social et politique. Le fait que l'antisémitisme a perdu son caractère virulent et spectaculaire et qu'il n'est plus qu'une caractéristique secondaire des partis réactionnaires joue également un rôle non négligeable. Enfin, de manière moins perceptible et moins consciente,

la création d'Israël a fait pénétrer l'univers juif d'une dimension que des siècles de cosmopolitisme forcé avaient rognée et parfois détruite : celle de la raison d'État, les intérêts d'Israël, apparents ou véritables, prenant de plus en plus le pas sur ce qui pouvait apparaître autrefois comme des impératifs catégoriques d'essence morale. Nous reviendrons d'ailleurs au fait israélien par le prisme duquel passent toutes les lumières et toutes les ombres du drame algérien.

Cela est indéniable, en effet : les Juifs ne réagissent pas en hommes de gauche dans le problème algérien. Si l'on excepte ici les milieux communiste et communistant — quiiforment en quelque sorte un ghetto dans le ghetto — et dont la discrétion l'emporte de loin sur le mordant, ainsi qu'un certain nombre d'individus et de petites organisations progressistes préservées par Dieu sait quelles vertus politiques et morales, l'ensemble des Juifs occidentaux s'est enlisé dans un conformisme prudent et discret que rompent seulement les hommages à la gloire de la France, amie des droits de l'homme et défenseur attitré de l'État d'Israël. Il suffit de feuilleter la grande presse juive d'Europe occidentale — dont le *Jewish Chronicle* de Londres et *L'Arche* de Paris offrent un reflet fidèle — pour observer l'ampleur du mal. Car, plus que partout ailleurs, la défense de la politique française — qu'elle soit dirigée par Guy Mollet, Félix Gaillard ou de Gaulle — s'entoure ici d'un cortège de bonnes raisons et de principes moraux où l'hypocrisie le dispute à l'opportunisme. L'hypocrisie voit la défense de la civilisation occidentale et des libertés démocratiques là où il n'y a que l'engrenage de la violence et de la cupidité et l'opportunisme est aculé à accepter les trahisons, puis à les dissimuler ou à les travestir, au nom de l'intérêt d'Israël et du judaïsme nord-africain. Et, se rappelant qu'ils furent les victimes de choix du racisme et donc parmi ses principaux ennemis, les Juifs s'empêchent peut-être plus que d'autres dans les contradictions d'une mauvaise conscience.

\* \* \*

La majorité des Juifs se heurtent, dans la position qu'ils prennent dans l'affaire algérienne, à cet obstacle que seul un effort vigoureux de lucidité permet de surmonter : l'hos-

tilité entre les Arabes et Israël que bien des Juifs d'Europe occidentale assument pour leur propre compte, avec autant de virulence et beaucoup moins de justification que les Israéliens. Et quand on évite, comme c'est généralement le cas des Juifs de gauche, le piège facile de l'hostilité sans nuances, on ne bute pas moins contre ce mur : la cause des Algériens est peut-être juste, mais nous ne pouvons rien faire qui renforce le camp arabe contre Israël. Il y a dans ce *non possumus* bien plus qu'un prétexte à l'inaction. Il est parfois une impuissance douloureusement, pathétiquement ressentie.

Deux types de considérations interviennent à tout propos et le plus souvent hors de propos, dans l'attitude des Juifs face à la lutte du peuple algérien contre la France. La solidarité qui les lie aux Juifs algériens, minorité qui leur paraît livrée à la masse arabe, et l'impératif israélien toujours et partout présent.

Encore qu'il faille regretter que, dans un combat qui met en cause, au premier chef, le droit d'un peuple à libérer et à humaniser son destin et, en France, l'existence même de la démocratie, on puisse s'inspirer avant tout de considérations aussi extrinsèques et de réflexes aussi particularistes, il est néanmoins nécessaire de les attaquer de front sur le terrain qu'ils ont choisi. Autrement dit, de montrer aux Juifs qui hésitent de bonne foi à s'engager dans le camp anticolonialiste et qui, sincèrement, éprouvent le regret de cette coupable apathie, que leurs réticences ne résistent pas à un examen sérieux. Quant aux autres, sans illusion aucune sur le sort qu'ils réserveront à cet argument, on leur dira simplement à quel point le confort où ils s'installent est instable : il est encore plus aisé aux bourgeois juifs de s'intégrer, vaille que vaille, à la gauche, ou à une « certaine gauche », que de trouver leur place dans la bourgeoisie non juive, qui les tolère quand elle paraît les accepter, et qui est bien près de les rejeter quand elle semble encore les tolérer.

\* \*

Ce n'est point ici le lieu d'étudier la situation des Juifs en Algérie que le décret Crémieux, en 1870, et depuis lors une certaine propagande assimila abusivement à la minorité européenne, alors que, exception faite d'un apport d'émigrés

d'Espagne au XVII<sup>e</sup> siècle, ils constituent une population autochtone établie dans le pays dès avant l'invasion arabe. Cette communauté juive d'Algérie n'est guère portée à lier son sort à celui des colons dont elle connaît, pour les avoir éprouvés, les sentiments antisémites. Mais elle n'en a pas pour autant choisi le camp de la lutte anticolonialiste. Séparés des Musulmans par la volonté du colonisateur, les Juifs ont constitué une collectivité en marge dont le statut de citoyens français, accordé sans l'assentiment des colons, explique des liens étroits avec la France. Dans la guerre d'Algérie, les dirigeants responsables de cette communauté ont opté pour la France, bien que sans enthousiasme et surtout sans témérité. Reste à savoir dans quelle mesure ces notables représentent valablement les masses juives. Il semble que leur zèle pro-français, modéré mais sans équivoque, ne soit pas entièrement partagé par leurs supposés-mandants. Moins en tout cas que leur prudence sans gloire. Il faut, avant de la condamner, peser le poids paralysant de la situation en porte à faux de ces hommes que le colonisateur a réussi à détacher de la nation algérienne, sans les racrocher au gros de la minorité européenne. De ces hommes qui participent, au surplus, de la grande « famille juive », avec ce que cela implique d'accoutumance au rôle du sacrifié, du bouc émissaire, de l'éternelle victime.

A la périphérie de la masse attentiste, il y a, de chaque côté, un clan d'« extrémistes » juifs, rangés parmi les ultras ou ayant rejoint le F.I.L.N. Celui-ci a multiplié les appels aux Juifs d'Algérie pour qu'ils s'affirment comme Juifs algériens et qu'ils se rallient au combat pour l'indépendance. A de multiples reprises, il a proclamé un point de vue dénué de toute ambiguïté et, faut-il le dire, de tout racisme : les Juifs d'Algérie sont algériens et seules les manœuvres colonialistes ont divisé deux communautés que la nature des choses devrait unir. Une telle union demeure d'ailleurs, aux yeux des dirigeants F.I.L.N., dans l'ordre des nécessités et des possibilités. Le passé est le passé, affirmement-ils, en ajoutant qu'ils comprennent les déchirements et les troubles de conscience qu'ont éprouvés les israélites, mais que le moment est venu pour eux de se prononcer clairement et d'apporter leur contribution active à l'œuvre de libération nationale. On comprend que le G.P.R.A. désire mettre fin à une division qu'il considère comme nuisible —

et elle l'est en effet — et comme artificielle — et elle l'est en partie.

Sur le plan des faits, la presse juive a cru pouvoir suggérer que des attentats F.I.N. ont parfois visé des Juifs en tant que Juifs. Mais de telles accusations, d'ailleurs fort rares — et pour cause — ne résistent pas à la critique et W. Rabi, un des écrivains juifs qui, sans aller jusqu'à prendre parti pour les Algériens, a fait preuve à leur égard d'un sentiment de compréhension et même de fraternité, W. Rabi l'a reconnu dans *L'Arche* de juin 1959. Après une enquête auprès des communautés juives d'Algérie, il écrivait : « C'est un fait que jamais, jamais nulle part, on n'a reconnu devant moi l'existence d'un terrorisme discriminatoire contre les Juifs en tant que Juifs », ajoutant même que « mes interlocuteurs témoignent de l'existence de liens profonds entre Juifs et Musulmans en Algérie. »

\* \* \*

Il est vrai qu'il devient toujours plus malaisé, surtout depuis les événements de décembre 1960, de parler d'un racisme F.I.N., d'une xénophobie F.I.N., ou, et nous y reviendrons, d'un antisémitisme F.I.N. Et sur ce plan, il serait possible de dégeler l'opinion juive, ou du moins la partie de celle-ci la moins gangrenée par les préjugés de type colonialiste contre le « danger arabe ».

Mais il est une autre intersection entre le problème algérien et l'inquiétude juive : celle des relations entre le monde arabe et Israël. On pose comme postulat que l'indépendance de l'Algérie renforcerait inmanquablement la Ligue Arabe. Encore qu'on puisse maintenant récuser l'argument en faisant valoir qu'en tout cas l'indépendance algérienne est inéluctable, il est nécessaire d'en vérifier la justesse, qui se passe d'ordinaire de toute démonstration.

L'affirmation, en effet, repose sur une condition que l'on n'explique jamais. Pour être complète et juste, elle devrait s'énoncer ainsi : « Une Algérie indépendante renforcera le camp anti-Israélien et cette éventualité est d'autant plus probable qu'Israël et le monde juif continueront à appuyer la position de la France dans sa lutte contre l'Algérie. » Il est vrai que cette condition a été remplie et trop bien remplie. Qu'en particulier,

Israël, dans ses votes à l'O.N.U., a invariablement soutenu la thèse française, même quand celle-ci révélait un manque total de réalisme et une bouderie arrogante. Mais si Israël et le monde juif ont soutenu la France, on peut raisonnablement se demander si un tel appui, inscrit jusqu'à présent dans les *faits*, s'inscrit également dans l'ordre des *nécessités* intangibles et s'il n'est pas temps de la mettre en cause, même aux yeux des Juifs que l'alliance franco-Israélienne a le plus subjugués.

Il a fallu une bonne dose de naïveté — mais souvent les politiques apparemment les plus réalistes en sont plus abondamment pourvus que ceux à qui ils l'imputent comme une impar donnable tare — pour croire que c'est par sympathie pour le sionisme que la France a choisi de soutenir et d'armer Israël dans son conflit avec les États arabes. Ce serait alors une sympathie qui lui serait venue sur le tard ou qu'elle aurait longtemps dissimulée avec un talent qui tendrait de la prestidigitiation. L'alliance franco-Israélienne, produite par la guerre d'Algérie, disparaîtra avec elle ou, tout au moins, ne subsistera qu'à aussi longtemps, mais pas plus, que durera l'antagonisme entre la France et le monde arabe. Lorsque la guerre d'Algérie aura terminé sa carrière criminelle et imbecile, son sous-produit franco-Israélien a bien peu de chances de lui survivre.

Indépendamment de tout ce qui condamne le principe de cette alliance — telle qu'elle existe actuellement — du point de vue des intérêts véritables d'Israël, son caractère éphémère et aléatoire devrait sauter aux yeux de ses partisans les plus myopes. Comment dès lors justifier par cette seule considération l'appui apporté à la France par Israël et le monde juif?

\* \* \*

Pour éclairer les perspectives des relations judéo-arabes en rapport avec la guerre d'Algérie, renversons le problème, dans les termes où on le définit habituellement et, selon une habitude que les Juifs connaissent bien, répondons à la question qu'ils posent, par une autre question : Qu'arriverait-il si le monde juif, abandonnant une politique qui n'empêche d'ailleurs pas l'Algérie indépendante de se construire, cessait d'appuyer la France, reconnaissait enfin ce que le sentiment de justice indique depuis longtemps, à savoir la légitimité de la lutte du

peuple algérien pour sa libération, et décidait de la soutenir activement? Si, enfin, débarrassé de leurs réticences et de leurs inhibitions, les Juifs, qui se disent volontiers antiracistes par vocation et par nécessité, décidaient de prouver cet antiracisme, en même tant que leur anticolonialisme, là-même où les fixe leur destin : dans le bassin méditerranéen?

Quels seraient les effets de ce renversement des alliances? Répondre catégoriquement à la question relèverait plus encore de la prophétie que du pronostic. On demeure sur un terrain infiniment plus solide en posant qu'un tel renversement apparaîtrait à l'heure actuelle comme la seule possibilité sérieuse d'arracher les relations arabo-israéliennes à l'impasse où elles sont enlisées. Rien ne *prouve* qu'un appui inconditionnel d'Israël à l'Algérie conduirait à la paix entre l'État juif et ses voisins. Mais tout *indique* que s'il est une perspective dans laquelle une telle paix devient possible, c'est dans celle d'un rapprochement israélo-algérien.

Sans vouloir ouvrir ici le dossier des relations entre Israël et les Arabes, il faut constater que les ouvertures de paix faites par les Israéliens en direction des États arabes ont toutes, à tort ou à raison, été repoussées. Il faut bien dire que leur sincérité n'apparaît pas à tout le monde comme également évidente. Par contre, il a plusieurs fois semblé que dans le conflit entre les jeunes nations afro-asiatiques et les séquelles de l'impérialisme européen, Israël choisissait une voie que la géographie à elle seule suffit à déconseiller. Faut-il rappeler l'attitude positive de la république israélienne à l'égard de la Jordanie dont, objectivement, elle s'érige en défenseur et son attitude négative à l'égard de la révolution irakienne dès le jour de son explosion? Faut-il rappeler l'attitude au moins ambiguë d'Israël quand les Américains débarquèrent au Liban?

Imaginons donc ce renversement des alliances. Imaginons comment un État arabe en gestation, l'Algérie, répondrait à ce geste israélien et juif. Refuserait-il la main qui lui serait tendue? Nul, de bonne foi, ne peut le dire. Le F.L.N. et le G.P.R.A., s'ils ont plusieurs fois proclamé la solidarité et la fraternité qui lient, ou devraient lier, Juifs et Musulmans en Algérie, n'ont jamais officiellement pris position en ce qui concerne Israël. Certes, dans les conférences inter-africaines ou afro-asiatiques auxquelles ils ont participé, ils ont souscrit

à des résolutions condamnant Israël. Mais cela ne change pas le fait qu'en cette matière leur position est moins rigide et moins dogmatique que celle des autres pays arabes. Elle le serait beaucoup moins encore, si ce geste que nous appelons de nos vœux se réalisait. Tout permet de l'espérer et en particulier l'accueil réservé par des membres du G.P.R.A. à une récente initiative prise par un groupe d'Israéliens de créer un « Comité pour une Algérie libre <sup>3</sup> ». Selon une dépêche de l'A.F.P., Krim Belkacem et Boumendjel auraient jugé « d'une importance considérable » la formation de ce comité. N'est-ce pas là la première fois qu'à un geste positif des Israéliens il est répondu positivement?

Que se passerait-il si l'initiative prise en Israël recueillait l'adhésion d'un grand nombre d'hommes fatigués des compromissions qu'un pseudo-réalisme a imposé à leur conscience<sup>4</sup>? Qu'arriverait-il si la pression d'un groupe puissant — tant par le nombre de ses membres que par la cohérence et la justesse de ses thèses — forçait les responsables de la politique israélienne à envisager, à un premier stade et dans les plus brefs délais, cette révision déchirante d'une politique injuste et stupide? Que se passerait-il si d'autres Comités juifs pour une Algérie libre se créaient en Europe et en Amérique, rompant avec l'attentisme, la velleite ou la complicité avec les forces colonialistes et réactionnaires? En Belgique, déjà, c'est chose faite; ce Comité existe et entame son action.

Il pourrait se passer ceci : un gouvernement arabe répondrait à l'initiative juive et israélienne dans le sens indiqué par Krim Belkacem et Boumendjel. Et si Israël, comprenant enfin ses véritables intérêts, assumant enfin la vocation socialiste dont elle se targue parfois, optait franchement et résolument pour une politique anti-colonialiste et pro-algérienne, elle trouverait en l'Algérie libre la première amitié arabe de sa jeune histoire. Étant donné l'influence et le crédit grandissants que la Révolution algérienne possède sur l'ensemble du monde arabe, sur les gouvernants et, par-dessus la tête des gouvernants, sur les masses, pareille prise de position serait capitale pour l'avenir des relations israélo-arabes.

3. Voir *Le Monde*, du 14 janvier 1961.

4. L'Union Nationale des Étudiants Israéliens (N.U.I.S.) a de son côté exprimé sa solidarité avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance. (*L'Étudiant*, n° 1, 1961.)

\*  
\*  
\*

Ceci étant, il reste encore à écarter des objections dont les fondements s'effritent dès qu'on les met à nu. Comme celle qui, prétendant doublement de l'inféodation du G.P.R.A. à Nasser et de l'anti-islamisme irréductible de ce dernier, condamnerait d'avance une initiative prétendument vouée à l'échec. Mais l'« inféodation » du G.P.R.A. à Nasser est plus douteuse encore que l'intransigeance sans nuances du chef d'État égyptien. Cette intransigeance réaliste cadre mal avec le réalisme dont il a souvent offert la démonstration. Quant à l'inféodation du G.P.R.A. à l'Égypte nassérienne, elle fait partie de l'arsenal de mythes sous-telliers sur la conspiration pan-arabe dont le F.L.N. ne serait qu'un pion. L'accusation fait notamment bon marché de cette différence essentielle qu'il y a entre la politique égyptienne et la politique algérienne, à savoir que l'une vise à l'unification du monde arabe et que l'autre proclame son adhésion à l'unité du Maghreb.

Une autre objection concerne l'attitude de l'Algérie indépendante de demain à l'égard de la minorité juive du pays, et plus particulièrement du droit de celle-ci à émigrer en Israël si elle en manifeste le désir. La grande presse juive se plaît à agiter la référence continue au Maroc qui non seulement a interdit aux Juifs marocains le départ vers Israël, mais a même interrompu toute relation épistolaire avec l'État juif où le nombre de citoyens d'origine marocaine est relativement très élevé.

La mauvaise foi de cette presse saute aux yeux : c'est à croire que, par quelque opération de chirurgie géographique, le Maghreb a été, pour les besoins de la démonstration, amputé de la Tunisie à laquelle nulle allusion n'est jamais faite comme s'il était évident que le G.P.R.A. allait nécessairement calquer son attitude à l'égard d'Israël et de la Ligue Arabe sur le Maroc plutôt que sur la Tunisie, où les Juifs jouissent d'une liberté totale, y compris dans leurs rapports avec Israël. Comme si la situation de la minorité juive en Algérie était semblable à celle du Maroc, mais très différente de celle de la Tunisie. Or, entre les Juifs algériens et les Juifs marocains, il existe au moins cette différence essentielle que les uns n'ont jamais voulu

émigrer en Israël et que les autres ont fourni à l'État israélien un nombre considérable d'immigrants. Depuis que dure la guerre d'Algérie et malgré la liberté d'émigration dont les Juifs y jouissent, ils sont extrêmement rares les Juifs algériens — guère plus d'un millier en tout — qui ont résolu de quitter une Algérie pourtant troublée pour se fixer en Israël et *Le Monde* révélait récemment que dans la mesure où les Israélites oranais envisageaient de quitter l'Algérie, c'était la France et non Israël qui les attirait.

Il va de soi que si des socialistes doivent espérer que le gouvernement de l'Algérie indépendante laisse à tous ses citoyens le droit de choisir librement leur lieu de résidence, il est non moins évident que le bon sens recommande de tout faire pour que ce problème soit résolu dans un esprit de tolérance et de compréhension aussi larges que possible. Pour cela il n'est pas de meilleur moyen ni de meilleure introduction que la collaboration judéo-musulmane dans la guerre actuelle. Au surplus, l'ensemble de la question relève des relations entre Israël et le monde arabe que, plus que toute autre chose, un renversement de l'attitude israélienne contribuerait à améliorer. A supposer d'ailleurs que l'Algérie de demain soit celle, non du G.P.R.A. et de l'indépendance réelle, mais celle, plus qu'hypothétique et en tout cas tout au plus éphémère, dont rêvent les partisans aveugles et désespérés d'un quelconque *baoudaïsme*, la situation des Juifs algériens ne s'en trouverait nullement améliorée. Il s'en faut de beaucoup. Car si la France réussissait à mettre en place (pour combien de temps ?) un gouvernement algérien « modéré », on doute que les garanties qu'en exigerait de Gaulle concernent les droits de la minorité juive à émigrer vers Israël. Les espérances sionistes ne comptent pas parmi les thèmes de l'idéologie et de la diplomatie gaullistes.

\*  
\*  
\*

Finalement, ce qui s'oppose surtout à une réévaluation fondamentale des rapports israélo-algériens et judéo-algériens, ce ne sont pas tant des considérations patriotiques, ni même une réflexe colonialiste, qu'une séquelle de préjugés et surtout une coupable inertie. Le poids acquis par de détestables habitudes. Or, il est une habitude au moins qui a été ébranlée ces

dernières semaines dans le monde juif. C'est celui du silence dont on entourait ordinairement, dans la presse juive dite d'information, l'ensemble du problème algérien. Et quand le silence était rompu, on se prenait à le regretter, tout pesant et complice qu'il fût.

Depuis peu, cependant, les choses ont changé et le drame algérien a pénétré le monde assez fermé des préoccupations juives. Dans les milieux proches du Congrès juif mondial, dans le monde juif en général, les questions se multiplient à mesure que se rapproche l'échéance de l'indéfectible indépendance algérienne. Et puis, secouant la torpeur des uns et la pusillanimité des autres, il y eut les incidents de la synagogue d'Alger, en décembre 1960, qui ont vivement ému l'opinion publique juive dans le monde.

Quand on songe à la signification historique de ces journées algériennes, et quand on compare les pertes exclusivement matérielles et d'ailleurs limitées (dévastation d'une synagogue) subies par la communauté israéliite d'Alger aux massacres qui ont endeuillé la population musulmane, on ne peut manquer d'être frappé par l'ampleur excessive et indécente d'une telle émotion.

Ajoutons à cela le rôle de la grande presse juive qui n'a de leçons d'objectivité à recevoir ni du *Figaro*, ni de *L'Aurore*. Ainsi, dans un éditorial significativement intitulé « S.O.S. Juifs d'Algérie », l'organe parisien *La Terre Retrouvée* du 1<sup>er</sup> janvier 1961, en un pluriel qui n'était pas un pluriel de majesté, écrivait : « Des synagogues ont été dévastées », alors que jamais il n'a été question de plus d'une synagogue. Cela donne une idée du ton qui n'est malheureusement pas l'apanage exclusif de cette feuille.

Malgré les scrupules que l'on éprouve à détacher du drame algérien un incident aussi particulier, il est cependant nécessaire de faire violence à un sentiment de solidarité première avec les vraies victimes, avec les seules victimes de ces journées glorieuses et tragiques, et de chercher à tirer les enseignements de l'affaire considérée sous l'angle purement juif.

Il faut alors faire remarquer que dans le déferlement de violence que les rues d'Alger, d'Oran et d'autres villes ont connu, il n'y a pas eu un seul pogrom, il n'y a pas eu un

seul Juif tué, ni même blessé, et que la population juive d'Algérie a fait preuve — et pour cause — d'un calme remarquable. Et surtout que divers témoignages (*Le Monde*, *France-Observateur*, etc.) concourent à prouver que l'encadrement F.I.N. qui semble avoir pris la direction du mouvement a tout fait pour l'organiser, le discipliner et mettre en échec ses éléments troubles, xénophobes et antisémites par exemple, et qu'il y a réussi au-delà de toute espérance. Autrement dit les événements d'Alger ont montré de façon éclatante le caractère extrêmement limité et même hypothétique des tendances antisémites de la foule algérienne; et dans la mesure où de telles tendances peuvent exister, c'est le F.I.N. et le F.L.N. seul qui a la volonté et le pouvoir de les contrôler efficacement et de les annihiler. Le caractère non raciste du F.L.N., antiraciste même, tel qu'il ressort, entre autres, des résolutions du Congrès de la Soummam, offre à ce propos les plus solides garanties.

Pour tout esprit objectif, les événements de décembre ont prouvé l'exact contraire de ce que veulent y voir — moyennant quel aveuglement et quelle ingrate partialité — les forcenés du camp anti-arabe. Ils ont démontré de manière décisive la possibilité, mieux l'existence, d'une véritable fraternité judéo-musulmane en Algérie.

\* \* \*

Dans toute cette affaire, on ne saurait s'en prendre aux Juifs d'Algérie, même si, dans le drame qui déchire ce pays, leur passivité a quelque chose de choquant. Leur désarroi est compréhensible, dès lors que leurs dirigeants ont entièrement failli à leur rôle. Et qu'en outre, de l'extérieur, de l'opinion publique juive dans le monde (ou de ceux qui sont censés la représenter et, hélas, l'influencent) viennent des appels et des manifestes qui auraient pu créer la panique et entretenir en tout cas et renforcer les craintes qu'inspire à cette minorité l'incertitude de son avenir.

5. Ajoutons que, d'après *El Moudjahid*, du 19 décembre 1960, « les organisations nationales algériennes » ont demandé qu'une enquête internationale établisse les responsabilités des incidents de décembre 1960 et fasse notamment la lumière sur les causes de la dévastation de la synagogue.

A cette volonté, fût-elle inconsciente, de provoquer une panique qui serait inepte et désastreuse, il est temps que les Juifs eux-mêmes répondent en proclamant leur foi dans une fraternité entre Musulmans et Israélites, unis dans une nation libre. Il est temps que la gauche juive, elle, se fasse plus « respectueuse ». Plus respectueuse de sa vocation, plus respectueuse aussi des intérêts qu'elle entend servir, plus respectueuse surtout d'une vérité qu'elle n'a pas osé regarder en face. Qu'elle affiche, par contre, moins de respect à l'égard des préjugés ambiants et plus d'audace à présenter publiquement ses propres solutions.

En regard de ce qui est nécessaire, cet appel ne vient pas trop tard, car le combat pour l'Algérie libre se poursuit et nul ne sait encore quand il y sera mis fin. Il ne vient pas trop tard, car la lutte pour la régénérescence de la gauche juive est liée au premier combat. En regard du possible, c'est aux Juifs eux-mêmes qu'il appartient de montrer s'il est temps encore de renouer avec un passé d'opposition au fascisme et au racisme, ou si le mal est déjà trop avancé pour qu'on puisse le guérir.

Par là, nous rejoignons notre propos initial : la guerre d'Algérie et ses séquelles conduisent à une réflexion sur la condition du judaïsme en Europe occidentale et sur sa situation présente. Peut-être est-il temps encore pour qu'un sursaut juif en modifie les termes.

Marcel LIEBMAN